



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 16 AVR. 2026

relatif à une modification des installations d'un élevage de poules pondeuses

EARL LUX FRÉDÉRIC
à Schnersheim (67370)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181 et suivants, L. 512-1 et suivants, R. 181-1 et suivants et R. 512-1 et suivants ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexé à l'article L.511-2 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques nos 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 1er juin 2015 portant approbation du SAGE III Nappe Rhin révisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 fixant à l'EARL LUX FRÉDÉRIC sise à Schnersheim des prescriptions pour son élevage de 68 800 poules pondeuses ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Grand-Est ;
- VU** le « porter à connaissance » transmis par l'EARL LUX FRÉDÉRIC le 4 décembre 2024 dans lequel l'exploitant expose des modifications sur son site d'élevage, dont la mise en service d'un séchoir à céréales ;
- VU** l'avis du service d'incendie et secours du Bas-Rhin sur le dossier de demande sus-mentionné en date du 06 février 2026 ;
- VU** le rapport N°2026-1685 du 02 mars 2026 de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations du Bas-Rhin ;

CONSIDÉRANT que l'élevage de poules pondeuses de l'EARL LUX FRÉDÉRIC a fait l'objet, le 21 juin 2021, d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter pour un effectif maximal de 68 800 poules pondeuses ;

CONSIDÉRANT que le projet d'aménagement décrit dans le « porter à connaissance » reçu le 4 décembre 2024 n'est pas une modification substantielle de l'activité d'élevage poules pondeuses ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de l'instruction de cette demande, il apparaît que le projet considéré n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par les articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire,

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

ARRÊTE

TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1-1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Le présent arrêté complète l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 autorisant l'EARL LUX FRÉDÉRIC à exploiter un élevage de 68 800 poules pondeuses.

ARTICLE 1-2 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le tableau figurant à l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté du 21 juin 2021 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
3660	A (IED)	Élevage intensif de volailles de plus de 40 000 emplacements	Bâtiments d'élevage	>40 000	emplacements	68800
2170-2	D	Fabrication d'engrais	Séchage	> 1 et <10	t/j	1,4 t/j
2160-1	DC	Silos et installations de stockage de céréales	FAF	> 5 000 m ³ et < 15 000 m ³	m ³	10 174 m ³
4718-2b	DC	Stockage en réservoir manufacturé de gaz inflammables liquéfiés	Citerne de gaz	>6 ; <50	tonnes	10,6 t
2910-A	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	Séchoir à céréales	Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance	2,5 MW

ARTICLE 1-3 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral de l'arrêté du 21 juin 2021 est complété par les dispositions suivantes :

« L'élevage de poules pondeuses est effectué dans 2 bâtiments distincts avec parcours associés :

Bâtiments	Surface	Capacité	Mode d'élevage	Parcelles cadastrales
Bâtiment 1 et annexes	1 601,6 m ² (1 377 m ² utiles)	22 800	Volières	N°470-471 Section 32
Bâtiment 2 et annexes avec deux jardins d'hiver et couverture photovoltaïque	2 881 m ² (2 574 m ² utiles) + 337 m ² (jardin d'hiver nord) et 350,5 m ² (jardin d'hiver sud)	46 000	Volières	N°69, 74, 182,184 Section 32
Parcours bâtiment 1	9.12 ha	22 800	4 m ² / poule pondeuse	N°470 et 471- Section 32
Parcours bâtiment 2	18,7 ha	46 000	4 m ² / poule pondeuse	N°68,69,71,72,73,74,79,182,184- Section 32 N°271,272,273,276,274,275, 276 Section 4

Le site comprend les annexes suivantes :

Installations	Caractéristiques
Hangar F1	300 m ² d'emprise au sol pour le stockage des fientes sur dalle bétonnée.
Hangar F2	300 m ² d'emprise au sol pour le stockage des fientes sur dalle bétonnée.
Tunnel de séchage fientes	Longueur : 18 m. Largeur : 3 m.
Cuves de récupération	- Cuve de récupération eaux de lavage B1 : 30 m ³ . - Cuve de récupération eaux de lavage B2 : 40 m ³ . - Cuves sas sanitaires : 2 cuves de 2 m ³ .
Local à œuf	Emprise au sol d'environ 380 m ² .
5 silos de stockage d'aliments	- 1 silo d'aliment de 30 m ³ (pour B1). - 2 silos d'aliment de 34 m ³ (pour B2). - 2 438 m ³ cellules de stockages (FAF).
Fabrication d'aliment à la ferme (FAF)	1 092 m ² d'emprise au sol. Puissance globale de 84,4 kW. Stockage d'huile de 10 m ³ . Un séchoir à céréales de marque Law – puissance thermique de 2,5 MW Un boisseau de chargement de 60 t
Panneaux photovoltaïques	Façade sud de la FAF (525 m ²)- Deux onduleurs pour 100 kW.
Cuve de stockage hydrocarbure	Cuve de 300 litres à double paroi.
Groupe électrogène	Groupe autonome d'une puissance de 90 kW situé dans un local dédié.
Réserve incendie	Réserve de 120 m ³ d'eau.
Cuve de gaz	Capacité de 10,625 t

Les installations mentionnées à l'article 2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont exploitées conformément aux données techniques contenues dans le dossier d'autorisation d'exploiter et dans le « porter à connaissance » déposé le 4 décembre 2024 ».

TITRE 2 – COMPLÉMENTS ET RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2-1 : COMPLÉMENTS

L'article 2-1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 est complété par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 2-1-5 : STOCKAGE DE GAZ

L'EARL LUX FRÉDÉRIC est autorisé à exploiter une cuve de stockage de gaz de 10,625 t pour le fonctionnement du séchoir à grain de maïs de la fabrication d'aliments, dans les conditions de maîtrise décrite dans le « porter à connaissance » du 4 décembre 2024.
Cette activité est classée sous la rubrique 4718-2b.

ARTICLE 2-1-6 : SÉCHOIR A GRAIN

Le séchoir en exploitation sur le site est un séchoir type SBC, de la marque Law.

Le mode de chauffage de ce séchoir est de type indirect. Le gaz chaud, généré par le brûleur, se déplace dans l'installation suivant une succession de tubes non perforés.
Dans le fonctionnement de ce matériel, le gaz est séparé du grain par une paroi continue hermétique, ce qui implique que jamais le grain et le gaz n'entrent en contact.
Cette activité est classée sous la rubrique 2910-A. »

ARTICLE 2-2 : MESURE CONTRE L'INCENDIE

L'article 2-1-3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2021 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant, en lien avec le maire de la commune de Schnersheim, s'assure de disposer, en tout temps, d'un débit de 150 m³ /h pendant deux heures pour la défense extérieure contre l'incendie de ce son site d'élevage, dont au moins 75 m³ /h fournit sous pression.

Ce volume est fourni via au moins deux points d'eau utilisables simultanément. »

A date de signature du présent arrêté, la défense extérieure contre l'incendie est assurée par deux points d'eau public, numéro 41103 et 23123, fournissant respectivement 92 m³ /h et 120 m³ /h et situé à moins de 300m du site, complétés par une réserve incendie de 120 m³ situé à moins de 150 m de l'installation.

L'exploitant s'assure que la capacité de ces points d'eau est nominale en tout temps, ou complète autant que de besoin les moyens.

TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVE

ARTICLE 3-1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, il est procédé aux mesures de publicité suivantes :

- une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de la commune d'implantation du projet ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3-4 : EXÉCUTION

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur départemental de la protection des populations,
- l'EARL LUX FRÉDÉRIC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- au maire de la commune de Schnersheim.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

